

# Les filles déscolarisées au Bénin : en quête d'éducation à la santé sexuelle et reproductive

*Bien que le gouvernement, les acteurs de la société civile et les différents partenaires soient engagés pour le droit à la santé sexuelle et reproductive des adolescents, des jeunes et même des enfants, les déscolarisés restent dans l'oubliette. Or, le Bénin, en ratifiant la convention relative aux Droits de l'Enfant, s'était engagé à faire de la réalisation des droits des enfants un défi majeur pour son développement. Des années plus tard, le contexte est moins reluisant. Les filles déscolarisées sont régulièrement exposées à des rapports sexuels précoces, des violences sexuelles, le manque d'hygiène menstruelle, des grossesses non désirées et des avortements clandestins, sans la moindre information. Face à une telle situation, l'éducation à la santé sexuelle et reproductive s'avère nécessaire.*



*Marché central de Bohicon*

*Dimanche 21 novembre 2021, il sonnait 13 heures et quart à*

Bohicon, la ville carrefour du Bénin. C'est le jour du marché Gboyicon. Pendant que des enfants, en majorité des filles de bas âge font des navettes à vendre à la sauvette sous l'ardent soleil, d'autres préfèrent prendre une pause.

Micheline T., la quinzaine d'âges, est visiblement souffrante d'une nouvelle apparition de ses menstrues. À côté sa marchandise d'akassa, la main droite dans le ventre, cette fille déscolarisée, débarquée de Djakotomey dit s'être habituée des douleurs au bas-ventre accompagnés des maux de ventre depuis qu'elle a commencé à trouver ses menstrues.

En l'en croire, tout a commencé le jour où elle a accepté les avances d'un transporteur de bagages au marché Gboyicon. En effet, Micheline T., qui croyait pouvoir subvenir à ses besoins, s'est retrouvée, abusée sexuellement à plusieurs reprises. « Alors que je continuais à vendre dans l'après-midi d'un jour du marché en décembre 2020, il m'a obligé à coucher avec lui dans un magasin avant de me donner de l'argent pour le déjeuner. C'est devenu une habitude » confie-t-elle. À son âge, elle ne perçoit pas encore le gros risque qu'elle coure en jouant avec sa santé sexuelle. Elle, qui avait déjà frôlé une grossesse en mai 2021 grâce à des médicaments traditionnels, avoue s'inquiéter énormément de sa santé sexuelle et reproductive.

Cette inquiétude est également partagée par Augustine K., orpheline de père et déscolarisée au Cours Moyen 1er. Elle, qui a été mise illégalement en apprentissage de la tresse, fut aussitôt victime d'un abus sexuel qui lui a déclenché ses premières menstrues. Aujourd'hui, elle ne sait absolument rien des soins à prendre pour l'hygiène de ses menstrues.

Elle raconte, « Une de mes amies m'avait donné au début, deux petits pagnes pour en faire des serviettes hygiéniques, mais à présent tout est déchiré. J'ai donc pris l'habitude d'utiliser les papiers du sac de ciment et du sachet plastique », avant d'identifier au même cas la situation de ses collègues.

Une réalité qui explique les résultats du [Rapport SITAN réalisé par l'UNICEF en 2017](#) et qui admet que 64,5 % des enfants en particulier des filles sont privés de leurs droits à la santé. Le rapport pointe du doigt les départements de l'Alibori et du Zou où les enfants filles connaissent leur premier rapport sexuel avant leur majorité.

Nombreuses, sont-elles, comme Micheline et Augustine, dont l'âge varie entre 7 ans et 16 ans, qui, pour un manque d'éducation à la santé sexuelle et reproductive gèrent par ignorance et parfois dangereusement leur santé sexuelle aux yeux et au su des adultes.

Cependant, ces filles déscolarisées déjà dans une sexualité précocement active face à ce besoin en éducation à la santé sexuelle, n'ont plus le choix entre bien entretenir leurs menstrues, éviter les infections sexuelles et les grossesses non désirées. Elles appellent au secours des acteurs du domaine.

Ayants déjà échappées à l'éducation formelle, ces filles déscolarisées que nous avons rencontrées ne disposent d'aucune information concrète en matière de santé sexuelle et reproductive. Pire, elles sont hébétées d'apprendre que celle-ci fasse partie de leur droit.

### ***Nécessité d'une éducation à la santé sexuelle et reproductive pour anticiper sur le mal***

Si les différents acteurs du domaine mettaient en valeur l'article 23 de la [Convention Internationale Relative aux Droits de l'Enfant](#) qui énonce « l'enfant a le droit de jouir du meilleur état de santé possible », le droit à l'éducation à la santé sexuelle et reproductive ne serait pas tant recherché comme de l'aiguille dans du sable surtout pour des filles déscolarisées.

Pourtant, des programmes et projets de développement sont exécutés chaque année pour permettre l'accès sans exception,

de toutes les filles à une éducation relative à une meilleure santé sexuelle et reproductive. Ce qui implique principalement l'éducation à l'hygiène des menstrues, l'éducation aux différentes méthodes de contraception, l'hygiène corporelle et les stratégies pour contrer les violences sexuelles. Ce droit, qui ne devrait pas être seulement l'apanage des enfants scolarisés, doit également prendre en compte les enfants déscolarisés.

Pour l'Infirmière Diplômée d'État, responsable du dispensaire du centre de santé de Bohicon 1, Amélie AHLOU, il urge de sauver les filles déscolarisées de la sexualité clandestine et de créer un cadre idéal à leur éducation à la sexualité. Car les infections sexuelles constituent à elles seules de puissantes vectrices de graves maladies susceptibles d'hypothéquer la santé de la fille a-t-elle poursuivi.

Pour y remédier, il convient de renforcer les stratégies et programmes de lutte contre l'exclusion et l'abandon scolaire. Aussi, de multiplier les alternatives éducatives facilitant l'intégration et la réintégration dans le système éducatif formel des enfants actuellement hors école.

Mais avant, les filles déscolarisées et abandonnées à leur sort, continuent de subir les affres de ce manque d'éducation à la santé sexuelle et reproductive en attendant que les acteurs du domaine ne répondent favorablement à leur cri de cœur.

**Constance AGOSSA**

---

# Centre de Santé de Bohicon 1 : un Médecin Généraliste pour pérenniser la dynamique

*Pour la première fois de son histoire, l'un des meilleurs centre de Santé de Bohicon bénéficie d'un médecin. Il s'agit du centre de Santé de Bohicon 1.*

Dans un pays où le nombre de médecins est largement insuffisant par rapport au nombre d'habitants, le gouvernement béninois s'est lancé le défi d'y remédier.

C'est ainsi qu'à travers les récentes décisions prises dans le secteur de la santé à savoir : le recrutement, les déploiements et les affectations, le gouvernement vient de mettre à la disposition de ce centre, un Médecin Généraliste en la personne du **Docteur Héléna S. FADEGNON**.

Objectif, aider la population cible du centre de Santé de Bohicon 1 et son personnel dans leur élan pour une meilleure qualité de soin.

Cet objectif ne sera atteint que grâce à l'habituel dynamisme du Médecin Coordonnateur, de la zone Sanitaire ZOBOZA, **Docteur Blaise GUEZO-MEVO**. Elle saura à coup sûr mettre les petits plats dans les grands pour le bonheur de la population de Bohicon 1.

Cette nouvelle sera sans doute, la bonne pour le COGECS présidé par le **Conseiller GUEDEZOUME Norbert**.